

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 27 mars 2026

Nos réf. : SAU/FDLH/MT n° 26-138

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur 

LA CHANVRIÈRE DE L'AUBE

Rue du Général De Gaulle - 10200 BAR-SUR-AUBE

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mars 2026 de l'établissement LA CHANVRIÈRE DE L'AUBE située Rue du Général De Gaulle – BAR-SUR-AUBE (10200) dans le cadre de la cessation d'activité. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Contexte :

LA CHANVRIÈRE DE L'AUBE exerçait depuis 1973, à BAR-SUR-AUBE, une activité de transformation de la plante chanvre pour en extraire les différents composés trouvant des débouchés notamment dans la papeterie, le textile, les matériaux de construction, l'alimentation, l'hygiène. Les activités de l'établissement de BAR-SUR-AUBE étaient autorisées par l'arrêté préfectoral n° 97-652A du 24 mars 1997 au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Dans le cadre d'un développement de ses activités, l'exploitant a créé un nouveau site de transformation du chanvre sur la commune de SAINT-LYÉ, notamment pour des raisons stratégiques puisque le bassin de culture du chanvre s'est déplacé vers la ville de TROYES.

Ainsi, LA CHANVRIÈRE DE L'AUBE a été autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018179-0001 du 28 juin 2018 à exploiter son nouveau site sur la commune de SAINT-LYÉ.

L'exploitant a continué quelque temps à exploiter le site historique, notamment pour du stockage, mais a définitivement décidé de s'en séparer en 2021. À ce titre l'exploitant a transmis la lettre du 15 février 2021 de notification de cessation d'activité pour l'ensemble des rubriques notamment :

2260	Broyage, concassage, ... de substance végétale,
1530	Papier, carton ou matériaux combustibles analogues (paille),
1510	Stockage de matières combustibles,
2925	Charge électrique,
...	

et indiquant avoir procédé :

- à l'évacuation des produits dangereux et des déchets présent,
- au nettoyage et dépoussiérage général,
- interdictions / limitations d'accès au site,
- suppression des risques d'incendie et d'explosion,

en application du R.512-39-1 du Code de l'Environnement sans toutefois fournir le mémoire attendu à l'article R.512-39-3 du même Code. En octobre 2024, la cessation d'activité n'ayant pas été actée, le site était toujours réputé en activité et une visite d'inspection a été proposée au titre du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC 2024). Le rapport SAU/FDLH/MT n° 24-533 avait permis de faire un point et avait permis de conclure :

« Afin de libérer le site de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et envisager une éventuelle vente, l'exploitant devra poursuivre la procédure de cessation d'activité en fournissant un mémoire de réhabilitation du site en prenant en compte les recommandations issues du document « Audit Pollution » et du présent rapport. »

Or, après un échange de mél, l'exploitant déclare avoir inerté la cuve et démonté le boisseau sans tenir compte des recommandations issues du document « Audit Pollution ». D'autre part, aucun PV de récolement n'ayant été réalisé, le site ne peut être considéré comme libéré. Le présent rapport rend compte de cette visite.

Nota Bene : A compter du 1^{er} juin 2022, la procédure encadrant la cessation d'activité sur un site ICPE a évolué. En application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 7 décembre 2020, dite loi ASAP, l'exploitant doit faire attester par une entreprise certifiée, ou disposant de compétences équivalentes, que certaines des étapes de sa cessation ont été menées conformément au Code de l'environnement. Les attestations sont transmises aux services de l'État. Ces obligations sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1^{er} juin 2022, pour les ICPE soumises à autorisation et à enregistrement ainsi que celles soumises à déclaration dont les rubriques sont mentionnées à l'article R. 512-66-3 du Code de l'Environnement. La présente notification datant du 15 février 2021, il n'a pas l'obligation légale de passer par le régime des attestations. Toutefois, la mobilisation d'un bureau d'étude certifié ou disposant de compétences équivalentes permettra d'attester de la mise en œuvre des mesures de mises en sécurité (ATTES-SECURE), de l'adéquation des mesures de gestion proposées (ATTES-MÉMOIRE) et de la conformité des travaux réalisés par rapport aux objectifs de réhabilitation (ATTES-TRAVAUX).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Établissement LA CHANVRIÈRE DE L'AUBE
- Adresse : Rue du Général De Gaulle - BAR-SUR-AUBE (10200)
- Code AIOT dans GUN : 0005702167
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité de l'établissement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante : Statut ICPE conforme, aucune non-conformité constatée.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Choix de la procédure	R.512-39-1 / R.512-46-25	/	non
2	Cessation d'activité 1	R.512-39-1 du Code de l'environnement	/	non
3	Cessation d'activité 2	R.512-39-2 du Code de l'environnement	/	non
4	Cessation d'activité 3	R.512-39-3 du Code de l'environnement	/	non
5	Cessation d'activité 4	R.512-39-4 du Code de l'environnement	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La dernière visite d'octobre 2024 avait rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaire : afin de libérer le site de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et envisager une nouvelle utilisation, l'exploitant devra poursuivre la procédure de cessation d'activité en fournissant un mémoire de réhabilitation du site en prenant en compte les recommandations issues du document « Audit Pollution » et du présent rapport.

Au vu des constats établis le jour de la visite, l'exploitant n'est pas revenu vers l'administration pour lui communiquer les pièces idoines.

Aussi, l'inspection des installations classées propose de prendre un arrêté de mise en demeure afin d'obtenir les attendus réglementaires.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle :

N° 1

Référence réglementaire : Art R.512-39-1 et suivant / Art R.512-46-25 du Code de l'environnement
Thème(s) : choix de la procédure
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : <ol style="list-style-type: none">1. l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;2. des interdictions ou limitations d'accès au site ;3. la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;4. la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.
Constats : Par son courrier du 15 février 2021, l'exploitant s'est engagé à cesser l'activité ICPE autorisée par l'arrêté préfectoral n° 97-652A du 24 mars 1997 en visant les articles L.512-6-7 et R.512-46-25 à 29 du Code de l'environnement, ce qui correspond à une activité soumise à Enregistrement.
Analyse de l'inspection En 1997, l'établissement bénéficiait d'un arrêté préfectoral d'autorisation pour les rubriques : <ul style="list-style-type: none">• 2260 (Broyage, concassage, criblage ... des substances végétales et tous produits organiques naturels),• 2310 (Rouissage et teillage de lin, chanvre, ...)• 2311-1 (Fibres d'origine végétale, cocons de vers à soie, fibres artificielles ou synthétiques (traitement de, par battage, cardage, lavage, etc.). <ul style="list-style-type: none">• la rubrique 2260 est passée d'Autorisation à Enregistrement pour les puissances installées supérieures à 500 kW (ce qui est le cas présentement) par l'application du Décret n° 2018-900 du 22/10/18.• la rubrique 2310 a été supprimée à compter du 24 novembre 2017 par le Décret n°2017-1595 du 21 novembre 2017.• enfin la rubrique 2311 n'a pas évoluée depuis 1997 aussi la procédure à suivre pour cette cessation est bien celle de l'autorisation : Art R.512-39-1 et suivant du Code de l'environnement. Dans sa déclaration du 15 février 2021, l'exploitant a visé la procédure de cessation encadrant les sites à Enregistrement. Les attendus d'une cessation pour un site à Autorisation étant similaire à ceux de l'Enregistrement, l'inspection des installations classées considère que ce choix n'entachera pas la légalité de la procédure, néanmoins c'est bien le R.512-39-1 et suivant du Code de l'Environnement qui seront visés dans le projet d'arrêté de mise en demeure. D'autre part et pour rappel, la cessation ayant été déclarée en février 2021, ce sont les articles à cette date qui seront visés (modification du Code de l'environnement en juin 2022 sur les cessations d'activité).
Type de suites proposées : oui.
Proposition de suites : projet d'arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : R.512-39-1 du Code de l'environnement
Thème(s) : Cessation d'activité 1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° l'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° la suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par son courrier du 15 février 2021, l'exploitant s'est engagé à cesser l'activité ICPE autorisé par l'arrêté préfectoral n° 97-652A du 24 mars 1997 et à répondre aux points évoqués à l'alinéa II.</p> <p>Lors de la visite du 23 mars 2026, l'exploitant a précisé que la cuve fioul enterrée a été inertée.</p> <p>Il a aussi été possible de constater la présence de structures métalliques utiles à l'époque de l'activité de LA CHANVRIÈRE DE L'AUBE.</p>
<p>Analyse de l'inspection</p> <p>Le jour de la visite, il a pu être constaté que la mise en sécurité était effective : absence de déchet constaté, site clôturé, suppression des alimentations.</p> <p>Utilement, l'exploitant fournira les documents traçant la clôture de l'abonnement électrique et le dernier bordereau relatif au curage des deux déshuileurs /débourbeurs du site.</p> <p>Concernant la cuve, un certificat d'inertage est attendu.</p> <p>Concernant les structures métalliques, celles qui n'ont plus raison d'être et devront également être démontées (contrairement aux bâtiments qui pourront trouver une utilité dans le futur). L'inspection des installations classées demande que si l'exploitant a prévu de les réutiliser, qu'il les fasse rapatrier sur le site de SAINT-LYÉ ou qu'il procède à leur élimination dans une filière de revalorisation adaptée.</p> <p>Ces éléments seront transmis dans le mémoire de réhabilitation du site</p>
Type de suites proposées : oui.
Proposition de suites : projet d'arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : R.512-39-2 du Code de l'environnement
Thème(s) : Cessation d'activité 2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté préfectoral n° 97-652A du 24 mars 1997 ne prévoyant pas d'usage futur, celui-ci est à déterminer en application de l'alinéa II du présent article. Toutefois il est à noter que le document Diagnostic de Pollution prévoit une utilisation de stockage donc un usage industriel.</p>
<p>Analyse de l'inspection</p> <p>L'inspection des installations classées demande que le maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme soit sollicité sur l'usage futur du site.</p>
Type de suites proposées : oui.
Proposition de suites : projet d'arrêté de mise en demeure

Référence réglementaire : R.512-39-3 du Code de l'environnement

Thème(s) : Cessation d'activité 3

Prescription contrôlée :

I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :

- 1° les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- 2° les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- 3° en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- 4° les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.

III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.

[...]

Constats :

L'Audit Pollution réalisée le 19 avril 2024 met en évidence une pollution des sols notamment aux hydrocarbures sur les 4 carottages réalisés au niveau de l'atelier maintenance, de la cuve enterrée, de l'espace filtres, et au droit de l'atelier à des teneurs moyennes en HTC d'environ 6 200 mg/Kg de MS et précise « *des sources de polluants sont potentiellement présentes plus en profondeur et/ou latéralement, une Analyse des Risques pourra utilement être réalisée* » et la nappe n'a pas été analysée.

Rem : il est couramment toléré qu'un sol dont la teneur en HCT est inférieur 500 mg/Kg de MS est admissible en ISDI (Installation de stockage de Déchet Inerte), c'est aussi le seuil attendu lors d'une dépollution.

D'autre part, ce document rappelle qu'il « *ne peut se substituer à une prestation relevant strictement de la méthodologie nationale ou d'une obligation réglementaire spécifique (constitution de garanties financières, mémoire de réhabilitation dans le cas d'une cessation d'activité), et ne permet pas : - De modéliser les phénomènes de migration. - D'établir une cartographie précise du site. - D'estimer un coût de réhabilitation....* »

Analyse de l'inspection

Une fois que l'usage futur de type industriel sera confirmé, l'inspection des installations classées demande que l'exploitant s'approprie les recommandations présentées dans l'audit et analyse la pollution présente sur son site au regard de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués de 2017 (Schéma Conceptuel, IEM, Plan de Gestion, ARR, analyse coût bénéfice, ...) disponible sur le site du BRGM et transmettre le mémoire de réhabilitation au Préfet de l'Aube et/ou à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : oui.

Proposition de suites : projet d'arrêté de mise en demeure

